



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

**Service de la Coordination des Politiques
Publiques**

Bureau des Procédures Environnementales

N° 2019-2311

**Arrêté préfectoral complémentaire de mise à jour du classement de l'installation
classée pour la protection de l'environnement que la société ESKA DERICHEBOURG
exploite à REHAINVILLER, au lieu dit Chaufontaine**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 513-1, R. 181-45 et R. 513-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2012-1304 du 26 décembre 2012 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n°2014-285 du 03 mars 2014 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 1999-319 du 9 décembre 1999 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2011-544 du 10 mai 2012 autorisant la société ESKA DERICHEBOURG à exploiter des installations de tri, transit et regroupement de métaux et déchets métalliques sur le territoire de la commune de REHAINVILLER ;

Vu le porter à connaissance du 26 mai 2016, relatif à la demande d'antériorité pour la rubrique 4718 ;

Vu le porter à connaissance du 16 août 2019, relatif à la demande d'antériorité pour la rubrique 2713 ;

Vu le porter à connaissance du 10 décembre 2019, relatif à la demande d'antériorité pour la rubrique 2712 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé MV/NW/1962-2019 du 24 décembre 2019 ;

Considérant que la société ESKA DERICHEBOURG est régulièrement autorisée à exploiter des installations de tri, transit et regroupement de métaux et déchets métalliques sur le territoire de la commune de REHAINVILLER ;

Considérant qu'il y a lieu, pour acter la reconnaissance du bénéfice d'antériorité, de mettre à jour le tableau de classement des installations exploitées par la société ESKA DERICHEBOURG sur le territoire de la commune de REHAINVILLER, figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant qu'un avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis dans la mesure où les conditions d'exploitation ne sont pas modifiées ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

Le tableau fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral 1999-319 du 9 décembre 1999 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2011-544 du 10 mai 2012, autorisant la société, à exploiter des installations de tri, transit et regroupement sur son site de ESKA DERICHEBOURG est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité totale des installations	Régime*
2718-1	Installation de transit et tri de déchets dangereux (batteries)	25 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux	70 t/jour (cisaillage) 15 t/jour (oxycoupage)	A
2712-1	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules terrestres hors d'usage	200 m ²	E

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité totale des installations	Régime*
2713-1	Installation de transit, tri ou regroupement de métaux ou déchets métalliques non dangereux	35 800 m ²	E
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages	300 kW	DC

* A : Autorisation

E : Enregistrement

DC : Déclaration avec Contrôle périodique

Article 2 : Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont également applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Texte et date	Intitulé
Arrêté Ministériel du 26 novembre 2012	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Arrêté Ministériel du 06 juin 2018	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 : Recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours prévu à l'article R. 514-3-1 du même code est :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « *Télérecours Citoyens* » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Information

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de REHAINVILLER
- un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal d'affichage constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture,
- le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture et le maire de REHAINVILLER sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société ESKA DERICHEBOURG

et une copie sera adressée :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est

NANCY le 07 JAN. 2020

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD